

L'heure des comptes

Une expression populaire se répand depuis quelques années dans la rue et sur les réseaux sociaux, portée par une génération désabusée : « La France à Macron ». Avec sa faute de grammaire intentionnelle, pour marquer l'ironie, elle exprime le sentiment d'une précarité croissante face à l'inflation galopante, aux problèmes d'accès au logement et à l'emploi, aux dysfonctionnements des services publics... Prendre un café en terrasse, faire le plein, un luxe dans « la France à Macron » ?

C'est ainsi, sur une note amère, que s'achèvent la « révolution » et la « modernisation » annoncées avec tant d'insistance par le candidat Emmanuel Macron pendant sa première campagne électorale. Beaucoup ont cru, ou voulu croire, dans ce « progressisme » qui prétendait dépasser le clivage gauche-droite, invoquant le « *en même temps* » et promettait d'en finir avec le « vieux monde ». Dix ans plus tard, le clivage gauche-droite structure en effet moins la scène politique, mais ce n'est pas forcément une bonne chose pour la démocratie. Et sur le plan des politiques économiques, le progressisme fut vite réduit aux recettes libérales qui n'ont pas tenu leurs promesses, mais ont bel et bien creusé les inégalités. L'aile gauche du macronisme n'y a pas survécu, comme pour confirmer l'adage selon lequel un centriste français n'est « ni de gauche, ni de gauche ».

Indicateurs sociaux dans le rouge

Les indicateurs sociaux sont en tout cas dans le rouge. Le taux de pauvreté stagne à son niveau le plus élevé (15,4 % en 2024, dernier chiffre disponible, soit près de 10 millions de personnes sous le seuil de pauvreté situé à 60 % du revenu médian ^[1]) et touche en premier lieu les personnes au chômage, les travailleurs indépendants précaires et les familles monoparentales. 2,7 millions de ménages sont en attente d'un logement social (1 million de plus qu'il y a dix ans ^[2]). Le salaire réel et le pouvoir d'achat

[1] « Niveau de vie et pauvreté en 2024 », *Insee Première* n° 2117, juillet 2026.

[2] « 31^e rapport sur l'état du mal logement en France », Fondation pour le logement, février 2026.

baissent depuis deux ans (– 1 200 euros par an pour une famille, – 600 euros pour une personne seule, en moyenne), phénomène aussi rare qu’inquiétant.

L’expression « La France à Macron » retire aussi à ce double quinquennat le prestige qu’on peut lire dans « la France de De Gaulle » ou « la France de Mitterrand », comme pour mieux souligner son échec. Elle renvoie à l’exercice vertical du pouvoir qui a été celui d’Emmanuel Macron, à son surplomb vis-à-vis des citoyens. Le jeune président n’a pas vu que la société a changé, qu’elle accepte de moins en moins les codes culturels de « l’homme providentiel ». Surtout, cet exercice particulier du pouvoir se termine par son exact opposé : des gouvernements toujours plus instables, un Parlement sans majorité, des arbitrages politiques reportés à plus tard.

Le constat d’échec peut sembler trop sévère, tant les dix « années Macron » ont été marquées par des crises exceptionnelles et inédites, de la pandémie de Covid-19 à Donald Trump, des guerres commerciales aux guerres tout court, en Ukraine, au Moyen-Orient... D’où l’importance de contextualiser les réussites et les échecs. Dresser un bilan présidentiel n’est jamais un exercice complètement objectif ; quel que soit l’angle qu’on adopte, cela nécessite de la rigueur. Nous ne serons pas les seuls à le faire, aussi ce numéro ne prétend-il pas à l’exhaustivité ; il se concentre sur quelques grands enjeux qui ont marqué les quinquennats d’Emmanuel Macron. Économie, écologie, démocratie, Europe, dans ces domaines, les promesses étaient nombreuses. Les revirements aussi, sur tous les plans sauf un, notable : le refus d’augmenter les impôts des plus aisés.

La multiplication des dispositifs, l’empilement des réformes, l’accumulation des tensions, les échecs coûteux, les audaces inachevées font que l’addition est salée. Dans certains cas, les protections face aux crises ont été relativement efficaces. La politique du « *quoi qu’il en coûte* » a permis de maintenir les revenus des plus fragiles dans la période du Covid par exemple, les prestations sociales ont longtemps joué leur rôle d’amortisseur, les plans de sortie de crise France Relance puis France 2030 portaient une vision pour une économie plus « résiliente », orientée vers les

L’expression « La France à Macron » retire à ce double quinquennat le prestige qu’on peut lire dans « la France de De Gaulle » ou « la France de Mitterrand »

>>>

transformations écologiques, la décarbonation de notre tissu industriel, la sécurité des chaînes de valeur. Mais les crises comme les réformes de ces dix dernières années ont transformé en profondeur les équilibres sociaux et économiques : beaucoup d'articles de ce numéro le montrent, les dynamiques enclenchées lors de ce double quinquennat pourraient fragiliser durablement la société.

Frustrations et colère

Le dossier s'ouvre sur le constat formulé par Alexis Spire d'une dégradation continue et profonde des services publics, source de frustrations et de colère pour des citoyens de plus en plus éloignés de leur administration. La facture Macron est aussi une fracture.

Sur le plan économique, Clément Carbonnier montre que le grand ruissellement n'a pas eu lieu, et que la politique de l'offre accumule les échecs et porte une grande part de responsabilité dans le creusement actuel des comptes publics. Une partie du déficit est directement liée à la prise en charge croissante du coût du travail par l'Etat, mise en lumière par Eric Heyer, Pascal Lokiec et Dominique Méda, qui donnent à voir ce qui se cache derrière les politiques de l'emploi. Anaïs Voy-Gillis revient, quant à elle, sur les ambitions industrielles qui ont marqué les deux quinquennats : malgré un volontarisme certain et des moyens importants mis sur la table, la politique industrielle demeure inachevée.

Sur le plan de la politique environnementale, Charlotte Halpern montre qu'Emmanuel Macron laisse un Etat mieux outillé pour piloter techniquement la transition écologique, mais sans véritable volonté politique de poursuivre les réformes. Ce bilan est complété par l'entretien avec Antoine Pellion, grand témoin des efforts de planification écologique au sein de l'administration, qui pointe entre autres le problème d'instabilité des politiques publiques.

Quant à l'état de la démocratie française, Michael C. Behrent compare l'échec de la posture « antipopuliste » d'Emmanuel Macron à celui des démocrates aux Etats-Unis. Leur antipopulisme n'a pas empêché Donald Trump de s'imposer deux fois par les urnes ; espérons que la comparaison avec la France s'arrête là.

Enfin, l'Europe, thème cher à Emmanuel Macron : comme le montre Jörg Monar, les appels du président français pour une Europe « *souveraine* » ont joué un rôle positif, mais n'ont pas vraiment été suivis d'effets, à quelques exceptions près. ♦